

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion a pour objet de décrire notre performance et de fournir de l'information sur notre situation financière et nos perspectives d'avenir, telles que la direction les perçoit. Nous recommandons au lecteur de le lire en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 31 mars 2025 ainsi qu'avec nos états financiers consolidés et notre rapport de gestion annuels de 2024, puisqu'il vise à les compléter. Il contient des énoncés prospectifs qui comportent des risques et des incertitudes pouvant faire en sorte que nos résultats réels diffèrent de manière importante des résultats annoncés dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs portent notamment sur nos perspectives pour 2025 et sur nos attentes à l'égard de la conjoncture économique en général et des tendances du marché et de leur incidence prévue sur nos secteurs d'activité. Pour obtenir de l'information supplémentaire au sujet des énoncés prospectifs, des principales hypothèses et des risques importants qu'ils comportent, veuillez vous reporter aux rubriques du présent rapport de gestion intitulées « Perspectives » et « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ». Sauf indication contraire, le présent rapport de gestion est en date du 30 avril 2025.

Le présent rapport de gestion contient les principales rubriques suivantes :

• Résumé – Un aperçu de nos activités et des faits saillants financiers	2
• Résultats d'exploitation – Une comparaison entre les résultats de la période écoulée et ceux de la période correspondante de l'exercice précédent.....	4
• Situation de trésorerie et sources de financement – Une analyse de nos flux de trésorerie et de notre dette ..	11
• Perspectives – Nos perspectives financières, y compris les principales hypothèses et les risques importants.....	16
• Transactions entre parties liées – Une analyse des transactions avec Woodbridge (et ses filiales), actionnaire majoritaire et contrôlant, et avec d'autres parties liées	18
• Changements touchant les méthodes comptables – Une analyse des changements apportés à nos méthodes comptables	18
• Estimations comptables et jugements critiques – Une analyse des estimations et des jugements critiques formulés par notre direction pour l'application des méthodes comptables	18
• Renseignements supplémentaires – D'autres informations obligatoires à fournir	19
• Annexes – Des informations supplémentaires.....	21

Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes « nous » « nos » « notre » la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

Base de présentation

Nous dressons nos états financiers consolidés en dollars américains conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesures financières non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, nous analysons nos résultats sur une base conforme aux IFRS et sur une base non conforme aux IFRS. Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne, et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Nous sommes d'avis que ces mesures financières non conformes aux IFRS permettent une meilleure analyse de notre rendement. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS; elles sont donc difficilement comparables aux mesures similaires présentées par d'autres émetteurs et ne devraient donc pas être considérées comme un substitut aux mesures du rendement financier calculé selon les IFRS.

Il y a lieu de se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir une description des mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et des raisons pour lesquelles, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Il y a lieu de se reporter à l'annexe B pour des rapprochements de ces mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Glossaire – Termes clés

Sauf indication contraire, les termes suivants utilisés dans le présent rapport de gestion ont la signification qui leur est attribuée ci-après :

Terme	Définition
IA	Intelligence artificielle
3 grands secteurs	Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité
pb	Points de base – un point de base correspond à 1/100 ^e de 1 %; 100 pb équivalent à 1 %
devises constantes	Mesure non conforme aux IFRS établie en appliquant les mêmes taux de change aux résultats financiers de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent
BAIIA	Bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements
RPA	Résultat par action
LSEG	London Stock Exchange Group plc
AM	Apprentissage machine
s. o.	Sans objet
n. s.	Non significatif
croissance interne	Mesure non conforme aux IFRS reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives.
Woodbridge	The Woodbridge Company Limited, actionnaire majoritaire et contrôlant
\$ et \$ US	Dollars américains

Résumé

La société

Thomson Reuters (TSX / Nasdaq : TRI) oriente la voie de l'avenir en réunissant le contenu et la technologie de confiance dont les gens et les organisations ont besoin pour prendre les bonnes décisions. Nous servons des professionnels dans les domaines du droit, de la fiscalité, de l'audit, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Nos produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance. Pour de plus amples renseignements, consulter tr.com.

Nous réalisons la plus grande partie de notre chiffre d'affaires en vendant de l'information et des solutions logicielles à nos clients, principalement au moyen d'abonnements. Nos solutions conjuguent nos connaissances approfondies du domaine avec des logiciels et des outils d'automatisation de pointe. Nous croyons que nos solutions de gestion des flux de travaux rendent nos clients plus productifs en simplifiant leur exploitation, ce qui leur permet de se concentrer sur des activités de plus grande valeur. Un grand nombre de nos clients ont intégré nos solutions dans leurs flux de travaux, ce qui nous permet d'enregistrer un taux de fidélisation élevé. Nous sommes d'avis que beaucoup de clients font confiance à Thomson Reuters en raison de notre feuille de route de fiabilité, de notre compréhension approfondie de leurs activités et de leurs secteurs d'activité, et du fait que nous leur fournissons des services sur lesquels ils peuvent compter pour naviguer dans un monde numérique de plus en plus complexe et en constante évolution. Au fil des ans, notre modèle d'entreprise nous a permis d'utiliser judicieusement notre capital, de générer de la trésorerie, de conserver notre position de leader et de tirer parti de nos possibilités de croissance sur nos segments de marché de prédilection.

Nous comptons cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont nos activités sont gérées.

Professionnels du droit



Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés



Ce secteur propose aux entreprises, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables du monde, la gamme complète des produits axés sur le contenu et propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative, en offrant des solutions intégrées de conformité des processus conçues pour les aider à atteindre leurs objectifs commerciaux.

Fiscalité et comptabilité



Ce secteur propose aux cabinets de services en fiscalité, en audit et en comptabilité (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative.

Reuters News



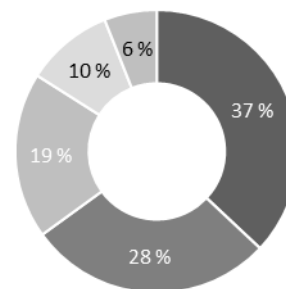
Ce secteur fournit des services de nouvelles et des données économiques, financières et internationales directement aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et aux cabinets de services financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.

Publications mondiales

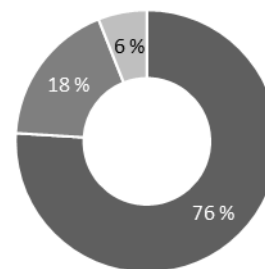


Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier et offre des services d'impression commerciale à une grande variété d'éditeurs de livres.

Produits du premier trimestre de 2025



- Professionnels du droit (37 %)
- Grandes sociétés (28 %)
- Fiscalité et comptabilité (19 %)
- Reuters News (10 %)
- Publications mondiales (6 %)



- Produits récurrents (76 %)
- Transactions (18 %)
- Publications mondiales (6 %)

Nous désignons nos secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité pris collectivement comme nos « 3 grands secteurs ».

Nos secteurs d'activité sont soutenus par le siège social, qui assure la gestion de nos activités commerciales et technologiques, notamment celles visant nos capacités de vente, l'expérience client numérique et l'élaboration de produits et de contenus, ainsi que nos installations à l'échelle mondiale. Les coûts liés à ces activités sont imputés à nos secteurs d'activité. Nous présentons aussi de l'information sur le poste « Charges liées au siège social », qui comprend les charges liées aux fonctions générales gérées de manière centrale, telles que les finances, le contentieux et les ressources humaines.

Faits saillants financiers

Le bon rythme des produits des activités ordinaires s'est maintenu au premier trimestre, le total de nos produits des activités ordinaires s'étant accru de 1 %, malgré l'incidence négative de 4 % du nombre net d'acquisitions et de cessions. Nos produits des activités ordinaires ont été avantagés par l'acquisition de SafeSend en janvier 2025; toutefois, cette incidence a été plus qu'annulée par la perte de produits du fait de la vente de FindLaw en décembre 2024. Les mouvements du change ont également eu une incidence négative de 1 % sur la croissance des produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 2 % au total et en devises constantes.

La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 6 % au total, ce qui rend compte d'une croissance de 9 % des produits récurrents, d'une croissance de 1 % des produits tirés des transactions et d'une diminution de 5 % des produits tirés du secteur Publications mondiales. Les produits des activités ordinaires de nos 3 grands secteurs, qui comptent pour 84 % du total de nos produits des activités ordinaires, ont augmenté de 9 % en croissance interne, en raison de la croissance de 9 % des produits récurrents et d'une croissance de 10 % des produits tirés des transactions.

Notre bénéfice d'exploitation a augmenté de 1 %, et le BAIIA ajusté a été légèrement plus élevé. La marge du BAIIA ajusté a diminué légèrement pour s'établir à 42,3 %, comparativement à 42,7 %. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté. Le BAIIA ajusté de nos 3 grands secteurs a augmenté de 6 %, et la marge connexe a augmenté pour s'établir à 47,3 %, comparativement à 45,8 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté et la marge connexe ont diminué pour nos secteurs Reuters News et Publications mondiales.

En nous fondant sur nos résultats du premier trimestre, nous avons confirmé nos perspectives pour l'exercice 2025, pour tous les indicateurs initialement communiqués en février 2025. Se reporter à la rubrique « Perspectives » du présent rapport de gestion pour un complément d'information.

En janvier 2025, nous avons fait l'acquisition de cPaperless, LLC (« SafeSend »), pour un montant d'environ 600 M\$. SafeSend est un fournisseur américain de technologie infonuagique native pour les professionnels de la fiscalité et de la comptabilité. SafeSend automatise les dernières étapes de la production de déclarations fiscales, y compris l'assemblage, la révision, la signature électronique du contribuable et l'expédition.

En février 2025, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,22 \$ par action, du dividende annualisé, qui a été porté à 2,38 \$ par action ordinaire. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires.

Résultats d'exploitation

Nos produits des activités ordinaires et notre bénéfice d'exploitation consolidés sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et que nous engageons habituellement nos coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout dans le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre.

La rubrique ci-après fait état de mesures non conformes aux IFRS dans les cas indiqués. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Résultats consolidés

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 31 mars			
	2025	2024	Variation	
			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 900	1 885	1 %	
Bénéfice d'exploitation	563	557	1 %	
Résultat dilué par action	0,96 \$	1,06 \$	(9) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS				
Produits des activités ordinaires	1 900	1 885	1 %	2 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				6 %
BAIIA ajusté	809	806	-	-
Marge du BAIIA ajusté	42,3 %	42,7 %	(40) pb	(80) pb
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	671	672	-	
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	35,1 %	35,6 %	(50) pb	
Résultat ajusté par action	1,12 \$	1,11 \$	1 %	1 %
3 grands secteurs				
Produits des activités ordinaires	1 594	1 556	2 %	3 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires				9 %
BAIIA ajusté	759	716	6 %	6 %
Marge du BAIIA ajusté	47,3 %	45,8 %	150 pb	90 pb

Produits des activités ordinaires

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars				
	2025	2024	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	1 451	1 426	2 %	3 %	9 %
Produits tirés des transactions	333	335	(1) %	(1) %	1 %
Produits du secteur Publications mondiales	116	124	(6) %	(5) %	(5) %
Produits des activités ordinaires	1 900	1 885	1 %	2 %	6 %

Les produits des activités ordinaires ont augmenté de 1 % au total, en raison d'une hausse de 2 % des produits récurrents, en partie contrebalancée par une baisse de 1 % des produits tirés des transactions et une diminution de 6 % des produits tirés du secteur Publications mondiales. La croissance totale des produits des activités ordinaires a subi l'incidence négative de 4 % découlant du montant net des acquisitions et des cessions et de 1 % attribuable aux mouvements du change. Nos produits des activités ordinaires ont été avantagés par l'acquisition de SafeSend en janvier 2025; toutefois, cette incidence a été plus qu'annulée par la perte de produits du fait de la vente de FindLaw en décembre 2024.

La croissance interne des produits des activités ordinaires s'est établie à 6 %, ce qui rend compte d'une croissance de 9 % des produits récurrents (76 % du total des produits des activités ordinaires), d'une croissance de 1 % des produits tirés des transactions et d'une diminution de 5 % des produits tirés du secteur Publications mondiales.

Les produits des activités ordinaires des 3 grands secteurs (84 % du total des produits des activités ordinaires) ont augmenté de 2 % au total et de 3 % en devises constantes. Les produits des activités ordinaires ont affiché une croissance interne de 9 %, attribuable à l'augmentation des produits récurrents et des produits tirés des transactions.

L'incidence négative des mouvements du change sur la croissance totale des produits des activités ordinaires s'explique essentiellement par l'appréciation du dollar américain par rapport à la plupart des devises, en particulier le réal brésilien et le dollar canadien, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice d'exploitation, BAIIA ajusté et BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

Notre bénéfice d'exploitation a augmenté de 1 %, et le BAIIA ajusté a été légèrement plus élevé, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté a augmenté de 6 % pour nos 3 grands secteurs, mais a diminué pour nos secteurs Reuters News et Publications mondiales.

La marge du BAIIA ajusté a diminué pour s'établir à 42,3 %, comparativement à 42,7 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Les mouvements du change ont eu une incidence de 40 pb sur la variation de la marge du BAIIA ajusté d'un exercice à l'autre.

Le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et la marge connexe ont diminué en raison des facteurs ayant eu une incidence sur le BAIIA ajusté et de la légère hausse des dépenses d'investissement à payer.

Charges d'exploitation

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars			
	2025	2024	Variation	
			Total	Devises constantes
Charges d'exploitation	1 108	1 081	2 %	3 %
Déduire les ajustements de juste valeur¹⁾	(7)	2		
Charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur	1 101	1 083	2 %	3 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes attribuables aux variations des taux de change sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités.

Les charges d'exploitation, compte non tenu des ajustements de juste valeur, ont augmenté au total et en devises constantes, en raison surtout de l'incidence de l'acquisition de SafeSend et d'autres acquisitions ainsi que de l'augmentation des coûts liés à la technologie et à la rémunération, de même que d'autres coûts de nos activités. L'augmentation des charges d'exploitation a été en partie contrebalancée par la baisse des coûts attribuable aux cessions, en particulier FindLaw.

Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		
	2025	2024	Variation
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	27	28	(6) %
Dotation aux amortissements des logiciels			
Développement en interne	125	115	9 %
Logiciels acquis	49	38	27 %
Total de la dotation aux amortissements des logiciels	174	153	14 %
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	25	1 %

- La dotation aux amortissements des immobilisations corporelles a légèrement diminué principalement du fait que les actifs acquis au cours d'exercices antérieurs deviennent entièrement amortis.
- Le total de la dotation aux amortissements des logiciels a augmenté en raison des acquisitions et de l'élaboration de produits en interne.
- La dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables est demeurée essentiellement inchangée, car l'achèvement de l'amortissement d'actifs acquis au cours d'exercices antérieurs a été compensé par la hausse des charges liées aux acquisitions récentes.

Autres pertes d'exploitation, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Autres pertes d'exploitation, montant net	3	41

Le montant net des autres pertes d'exploitation s'est établi à 3 M\$ au premier trimestre de 2025. Le montant net des autres pertes d'exploitation s'était établi à 41 M\$ au premier trimestre de 2024 et comprenait des coûts de transaction liés aux acquisitions et des coûts liés à une provision relative à des questions juridiques.

Charge d'intérêts, montant net

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		
	2025	2024	Variation
Charge d'intérêts, montant net	30	40	(23) %

Le montant net de la charge d'intérêts a diminué en raison surtout du fait qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, ce montant comprenait des charges d'intérêts se rapportant à des emprunts sous forme de papier commercial et à nos billets à 3,85 % totalisant 242 M\$, qui ont tous été remboursés en 2024.

Autres charges (produits) financiers

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Autres charges (produits) financiers	10	(22)

Pour chacune des périodes, les autres charges (produits) financiers comprennent principalement le montant net des profits ou pertes de change sur les ententes de financement intragroupe.

Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6	8

Notre quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence n'était pas significative.

Charge d'impôt

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Charge d'impôt	92	67

La charge d'impôt s'est établie à 92 M\$ et à 67 M\$, respectivement, pour le premier trimestre de 2025 et de 2024. Au premier trimestre de 2024, la charge d'impôt comprenait un montant de 15 M\$ lié à la reprise de provisions pour impôt par suite de la résolution favorable d'un litige fiscal.

En outre, en janvier 2024, nous avons commencé à comptabiliser la charge d'impôt liée au « modèle de règles du Pilier 2 » publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques et adopté dans les principaux territoires où nous exerçons nos activités. Ces règles visent à assujettir les grandes entreprises multinationales à un taux d'impôt minimal dans chacun des territoires où elles exercent leurs activités. De façon générale, les règles du modèle du Pilier 2 appliquent un système d'impôt complémentaire afin de porter le taux d'impôt effectif de l'entreprise dans chacun des territoires à au moins 15 %. Tant au premier trimestre de 2025 que de 2024, nous avons comptabilisé une charge d'impôt complémentaire de 2 M\$ attribuable aux bénéfices que nous avons réalisés en Suisse.

La charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. La charge ou le produit d'impôt des périodes intermédiaires n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet, puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet.

Divers ajustements comptables et diverses transactions survenus à chacune des périodes ont influé sur la comparabilité de la charge d'impôt. Le tableau qui suit présente certaines composantes de notre charge d'impôt qui ont une incidence sur la comparabilité d'une période à l'autre.

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2025	2024
(Produit) charge		
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité :		
Changements ponctuels apportés à des positions fiscales incertaines ¹⁾	-	(15)
Ajustements de l'impôt différé ²⁾	1	4
Total partiel	1	(11)
Impôt au titre de ce qui suit :		
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	(11)	(9)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(6)	(6)
Autres pertes d'exploitation, montant net	-	(5)
Autres (charges) produits financiers	(3)	(6)
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(1)	(5)
Autres éléments	(3)	(1)
Total partiel	(24)	(32)
Total	(23)	(43)

1) En 2024, se rapportaient à la reprise de provisions pour impôt qui ne sont plus requises en raison du règlement d'un litige fiscal.

2) Se rapportent principalement à des ajustements apportés aux actifs d'impôt différé attribuables à une filiale non américaine.

Les éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité de notre charge ou produit d'impôt de chaque période, nous les éliminons de notre calcul du résultat ajusté, tout comme les éléments avant impôt auxquels ils sont liés. Le calcul de notre charge d'impôt ajustée est présenté ci-après :

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Charge d'impôt	92	67
Déduire : éléments susmentionnés ayant une incidence sur la comparabilité	23	43
Autres ajustements :		
Normalisation du taux d'impôt effectif de la période intermédiaire ¹⁾	5	9
Total de la charge d'impôt sur le résultat ajusté	120	119

1) Ajustement visant à refléter l'impôt aux taux d'impôt effectifs estimés pour l'ensemble de l'exercice. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète généralement l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de mieux répartir l'impôt estimé pour l'ensemble de l'exercice entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant d'impôt de l'exercice.

Résultats des activités abandonnées

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	9	14

Pour chacune des périodes, le bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, se compose essentiellement de bénéfices découlant du solde de créances clients de LSEG relativement à une indemnisation fiscale. Le bénéfice reflète l'incidence des fluctuations des taux de change et d'intérêt. Le premier trimestre de 2024 rend également compte de l'incidence favorable de la reprise de provisions qui ne sont plus requises en raison du règlement de litiges fiscaux.

Bénéfice net et résultat dilué par action

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars			
	2025	2024	Variation	
			Total	Devises constantes
Mesures financières conformes aux IFRS				
Bénéfice net	434	478	(9) %	
Résultat dilué par action	0,96 \$	1,06 \$	(9) %	
Mesures financières non conformes aux IFRS¹⁾				
Résultat ajusté	506	503	-	
Résultat ajusté par action	1,12 \$	1,11 \$	1 %	1 %

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Le bénéfice net et le résultat dilué par action ont diminué en raison essentiellement de l'augmentation de la charge d'impôt et du fait que le montant présenté à la période correspondante de l'exercice précédent comprenait des écarts de change favorables reflétés dans les autres (charges) produits financiers.

Le résultat ajusté et le résultat ajusté par action, dont sont exclus les autres (charges) produits financiers et d'autres ajustements, ont augmenté, la légère hausse du BAIIA ajusté et la baisse de la charge d'intérêts ayant plus que compensé l'augmentation de la dotation aux amortissements des logiciels développés en interne.

Résultats sectoriels

Le texte qui suit est une analyse de nos cinq secteurs à présenter et des charges liées au siège social pour le trimestre clos le 31 mars 2025. Nous évaluons les produits des activités ordinaires de chaque secteur et des unités au sein de chaque secteur en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. Se reporter à l'annexe A du présent rapport de gestion pour obtenir des renseignements supplémentaires.

Professionnels du droit

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	2025	2024	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	675	698	(3) %	(3) %	8 %
Produits tirés des transactions	18	23	(24) %	(24) %	(4) %
Produits des activités ordinaires	693	721	(4) %	(3) %	8 %
BAIIA ajusté sectoriel	336	342	(2) %	(2) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	48,4 %	47,4 %	100 pb	60 pb	

Les produits des activités ordinaires ont reculé au total et en devises constantes en raison de la cession de FindLaw. La croissance interne de 8 % des produits des activités ordinaires rend compte de la hausse de 8 % des produits récurrents (97 % des produits du secteur Professionnels du droit), alimentée par Westlaw, CoCounsel, Practical Law, CLEAR et les activités internationales du secteur. Les produits tirés des transactions ont diminué de 4 % en interne.

Le BAIIA ajusté sectoriel a diminué de 2 % et la marge connexe a augmenté de 100 pb pour s'établir à 48,4 %, ce qui rend compte de la cession de l'entreprise FindLaw et de l'incidence favorable du change qui s'est traduite par une incidence favorable de 40 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Grandes sociétés

Trimestres clos les 31 mars					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2025	2024	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	400	370	8 %	9 %	11 %
Produits tirés des transactions	141	137	3 %	3 %	5 %
Produits des activités ordinaires	541	507	7 %	7 %	9 %
BAlIA ajusté sectoriel	213	193	10 %	10 %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	39,4 %	37,8 %	160 pb	100 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes malgré l'incidence de la cession de certaines entreprises secondaires. La croissance interne de 9 % des produits des activités ordinaires s'explique en grande partie par la hausse de 11 % des produits récurrents (74 % des produits du secteur Grandes sociétés), alimentée par Indirect Tax et Direct Tax, Practical Law, Pagero, CLEAR et les activités internationales du secteur. Les produits tirés des transactions ont augmenté de 5 % en croissance interne en raison de Confirmation, de SurePrep, d'Indirect Tax, de Pagero et des activités internationales du secteur.

Le BAlIA ajusté sectoriel a augmenté de 10 % et la marge connexe, de 160 pb pour s'établir à 39,4 %, ce qui s'explique en grande partie par le levier d'exploitation relatif à la croissance accrue des produits des activités ordinaires et par le moment de la comptabilisation de certaines charges. Les mouvements du change ont également eu un effet favorable de 60 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAlIA ajusté sectoriel.

Fiscalité et comptabilité

Trimestres clos les 31 mars					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2025	2024	Variation		
			Total	Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	207	199	4 %	8 %	8 %
Produits tirés des transactions	153	129	18 %	19 %	15 %
Produits des activités ordinaires	360	328	10 %	12 %	11 %
BAlIA ajusté sectoriel	210	181	17 %	17 %	
Marge du BAlIA ajusté sectoriel	56,7 %	55,0 %	170 pb	100 pb	

Les produits des activités ordinaires ont augmenté au total et en devises constantes, ce qui rend compte de l'incidence de l'acquisition de SafeSend. La croissance interne des produits des activités ordinaires de 11 % traduit l'augmentation de 8 % des produits récurrents (58 % du secteur Fiscalité et comptabilité) et la hausse de 15 % des produits tirés des transactions. La croissance des produits récurrents a été alimentée par les activités en Amérique latine du secteur et ses produits fiscaux. La croissance des produits tirés des transactions est attribuable à SurePrep, à SafeSend, à UltraTax et à Confirmation.

Le BAlIA ajusté sectoriel a augmenté de 17 % et la marge connexe a augmenté de 170 pb pour s'établir à 56,7 %, ce qui s'explique en grande partie par le levier d'exploitation relatif à la croissance accrue des produits des activités ordinaires et, dans une moindre mesure, par l'incidence favorable du change qui s'est traduite par une incidence favorable de 70 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAlIA ajusté sectoriel.

Le secteur Fiscalité et comptabilité est le secteur de la société qui affiche le plus de variations saisonnières, environ 60 % de ses produits des activités ordinaires pour l'exercice complet étant habituellement enregistrés au premier et au quatrième trimestre. En conséquence, la marge de rendement de ce secteur est généralement plus élevée au premier et au quatrième trimestre puisque nous engageons habituellement les coûts plus uniformément tout au long de l'exercice.

Reuters News

Trimestres clos les 31 mars					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2025	2024	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne
Produits récurrents	175	164	6 %	7 %	6 %
Produits tirés des transactions	21	46	(54) %	(55) %	(55) %
Produits des activités ordinaires	196	210	(7) %	(7) %	(7) %
BAIIA ajusté sectoriel	39	60	(34) %	(37) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	20,0 %	28,3 %	(830) pb	(910) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. En ce qui a trait à la croissance interne, la diminution de 7 % des produits des activités ordinaires s'explique surtout par les produits tirés des licences d'utilisation de contenu lié à l'IA générative comptabilisés à la période correspondante de l'exercice précédent, qui représentaient pour l'essentiel des produits tirés des transactions, en partie contrebalancés par l'augmentation des produits tirés des agences et la hausse du prix contractuel pour l'entente portant sur les nouvelles conclue par le secteur avec l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG.

Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG ont conclu une entente aux termes de laquelle Reuters News fournit des nouvelles et des services d'information à LSEG jusqu'au 1^{er} octobre 2048. Au premier trimestre de 2025, Reuters News a constaté des produits des activités ordinaires de 99 M\$ au titre de cette entente, contre 96 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent.

Le BAIIA ajusté sectoriel a diminué de 34 % et la marge connexe a reculé de 830 pb pour s'établir à 20,0 % en raison surtout de la diminution des produits tirés des transactions. Les mouvements du change ont eu un effet favorable de 80 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Publications mondiales

Trimestres clos les 31 mars					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2025	2024	Total	Variation	
				Devises constantes	Croissance interne
Produits des activités ordinaires	116	124	(6) %	(5) %	(5) %
BAIIA ajusté sectoriel	44	47	(7) %	(7) %	
Marge du BAIIA ajusté sectoriel	37,8 %	38,2 %	(40) pb	(70) pb	

Les produits des activités ordinaires ont diminué au total, en devises constantes et en ce qui a trait à la croissance interne. La diminution des produits des activités ordinaires est attribuable à la baisse des volumes d'expédition et à la migration de clients d'un produit du secteur Publications mondiales à Westlaw.

Le BAIIA ajusté sectoriel a diminué de 7 % et la marge connexe a reculé de 40 pb pour s'établir à 37,8 % en raison surtout de la diminution des produits des activités ordinaires, contrebalancée en partie par l'incidence favorable du change qui s'est traduite par une incidence favorable de 30 pb sur la variation d'un exercice à l'autre de la marge du BAIIA ajusté sectoriel.

Charges liées au siège social

Trimestres clos les 31 mars		
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Charges liées au siège social	33	17

Les charges liées au siège social ont augmenté en raison essentiellement d'une charge liée au siège social qui ne devrait pas être récurrente.

Situation de trésorerie et sources de financement

Traditionnellement, nous avons observé une stratégie rigoureuse en matière de capital qui met en équilibre la croissance, l'endettement à long terme, les notations de crédit et la redistribution de trésorerie aux actionnaires. Nous nous assurons de disposer de la capacité d'investissement nécessaire pour accroître nos produits des activités ordinaires tant en interne qu'au moyen d'acquisitions, tout en maintenant notre endettement à long terme et la qualité de notre crédit et en continuant à redistribuer de la trésorerie à nos actionnaires. Nos principales sources de liquidités sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation. Par ailleurs, de temps à autre, nous émettons du papier commercial et des titres de créance, et empruntons aux termes de notre facilité de crédit. Nous utilisons nos liquidités principalement pour financer les remboursements sur la dette, le service de la dette, le versement de dividendes, les dépenses d'investissement, les rachats d'actions et les acquisitions.

En janvier 2025, nous avons fait l'acquisition de cPaperless, LLC (« SafeSend »), pour un montant d'environ 600 M\$. En 2024, nous avons vendu toutes nos actions de LSEG restantes.

Notre stratégie en matière de capital a renforcé notre structure du capital et notre situation de trésorerie, ce qui nous permet de saisir des occasions de croissance interne et externe dans les secteurs de croissance clés et de générer des rendements pour les actionnaires. Notre approche disciplinée et notre modèle d'entreprise permettant de générer de la trésorerie hautement récurrente nous ont permis de résister à la volatilité économique des dernières années causée par des facteurs macroéconomiques et géopolitiques, tout en continuant d'investir dans nos activités.

Nous prévoyons que le levier d'exploitation de nos activités augmentera nos flux de trésorerie disponibles si nos produits des activités ordinaires augmentent, comme le prévoient nos perspectives. Nous ciblons toujours i) un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté, ii) une distribution de 50 % à 60 % de nos flux de trésorerie disponibles prévus sous forme de dividendes à nos actionnaires, iii) une redistribution à nos actionnaires d'au moins 75 % de nos flux de trésorerie disponibles annuels sous forme de dividendes et de rachats d'actions, et iv) un rendement du capital investi (« RCI ») qui corresponde au moins au double du coût moyen pondéré du capital au fil du temps.

Au 31 mars 2025, notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie s'établissaient à 1,4 G\$ et notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté s'établissait à 0,6 pour 1, ce qui est inférieur au ratio cible de 2,5 pour 1. Calculé aux termes de la clause restrictive de notre facilité de crédit, ce ratio s'établissait à 0,5 pour 1 au 31 mars 2025, ce qui est aussi en deçà du ratio d'endettement maximal de 4,5 pour 1 permis par la facilité de crédit. Notre prochain remboursement de la dette aura lieu en mai 2025, alors que nos billets à 2,239 % d'une valeur de 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) arriveront à échéance, et nous prévoyons les rembourser à même la trésorerie disponible.

Nous estimons que nos sources de liquidités existantes seront suffisantes pour nous permettre de financer nos besoins en trésorerie prévus dans le cours normal de nos activités des douze prochains mois.

Certaines informations présentées plus haut dans cette rubrique sont de nature prospective et doivent être lues en parallèle avec la rubrique « Renseignements supplémentaires – Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs ».

Flux de trésorerie

Tableau consolidé sommaire des flux de trésorerie

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars		
	2025	2024	Variation (en \$)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	445	432	13
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(756)	631	(1 387)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(288)	(470)	182
Écarts de conversion	2	(2)	4
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(597)	591	(1 188)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	1 968	1 298	670
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	1 371	1 889	(518)
Mesure non conforme aux IFRS ¹⁾			
Flux de trésorerie disponibles	277	271	6

1) Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

Activités d'exploitation. Les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont augmenté de 13 M\$ au premier trimestre de 2025, en raison surtout de la variation de certaines composantes du fonds de roulement.

Activités d'investissement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement se sont établies à 756 M\$ au premier trimestre de 2025, ce qui comprend des dépenses liées aux acquisitions de 606 M\$ en lien essentiellement avec l'acquisition de SafeSend ainsi que des dépenses d'investissement de 151 M\$.

Au premier trimestre de 2024, les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement de 631 M\$ rendaient compte d'un produit brut de 1 244 M\$ lié à la vente de 10,1 millions d'actions de LSEG, dont un montant de 57 M\$ se rapportait au règlement de contrats de change. Ces entrées de trésorerie avaient été en partie contrebalancées par les dépenses liées aux acquisitions de 448 M\$, dont l'acquisition d'une participation majoritaire dans Pagero et de la totalité de World Business Media, de même que par des dépenses d'investissement de 145 M\$.

Activités de financement. Les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement se sont établies à 288 M\$ au premier trimestre de 2025, ce qui comprend des paiements de dividendes de 259 M\$ à nos actionnaires ordinaires.

Au premier trimestre de 2024, les sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement de 470 M\$ rendaient compte de sorties de trésorerie de 380 M\$ pour l'achat d'actions auprès des actionnaires minoritaires de Pagero et de 48 M\$ pour le remboursement de l'encours de la dette de Pagero. Les sorties de trésorerie comprenaient aussi la redistribution d'un montant de 589 M\$ à nos actionnaires ordinaires, dont une tranche de 237 M\$ sous forme de dividendes et une tranche de 352 M\$ dans le cadre de rachats d'actions. Ces sorties de trésorerie avaient été en partie contrebalancées par le montant net de 564 M\$ des emprunts aux termes de notre programme de papier commercial.

Se reporter aux paragraphes « Programme de papier commercial », « Dividendes » et « Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat ») » ci-après pour obtenir de plus amples renseignements.

Trésorerie et équivalents de trésorerie. La trésorerie et les équivalents de trésorerie au 31 mars 2025 étaient moins élevés qu'au 31 décembre 2024 en raison essentiellement de l'acquisition de SafeSend.

Flux de trésorerie disponibles. Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 6 M\$, la hausse des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation ayant été en grande partie annulée par l'accroissement des dépenses d'investissement.

Des renseignements supplémentaires sur notre dette et nos ententes de crédit, nos dividendes et nos rachats d'actions sont présentés ci-après :

- **Programme de papier commercial.** Notre programme de papier commercial de 2,0 G\$ constitue un moyen efficient et flexible d'obtenir du financement à court terme. Il n'y avait aucun papier commercial en cours au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.
- **Facilité de crédit.** Nous disposons d'une facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de notre programme de papier commercial). Il n'y avait aucun emprunt en cours aux termes de la facilité de crédit au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024. Compte tenu de nos notations actuelles, le coût d'emprunt aux termes de la facilité est calculé en fonction des taux suivants : Term Secured Overnight Financing Rate (taux de financement à un jour garanti ou « SOFR »)/Euro Interbank Offered Rate (taux interbancaire offert en euro ou « Euribor »)/Simple Sterling Overnight Index Average (taux moyen au jour le jour de la livre sterling ou « SONIA ») majoré de 102,5 points de base. Nous pouvons également demander une augmentation de l'engagement des prêteurs jusqu'à concurrence d'un montant de 600 M\$, pour un engagement maximal relatif à la facilité de crédit de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés. Si au moins deux agences de notation parmi Moody's, S&P et Fitch abaissaient leurs notations à l'égard de notre dette, les commissions et le coût d'emprunt de notre facilité de crédit pourraient augmenter, sans aucune conséquence toutefois sur la disponibilité de la facilité. À l'opposé, un relèvement de la notation pourrait réduire les commissions et le coût d'emprunt. Nous surveillons aussi les prêteurs qui sont parties à notre facilité et nous croyons qu'ils demeureront en mesure de nous prêter des fonds.

Nous garantissons les emprunts de nos filiales aux termes de la facilité de crédit. Nous sommes aussi tenus de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit), d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si nous réalisons une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, nous pourrions choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour les trois trimestres de l'exercice suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 31 mars 2025, nous respectons cette clause restrictive puisque notre ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de notre facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,5 pour 1.

- **Dettes à long terme.** En mars 2025, nous avons réalisé les offres d'échange de dette annoncées en février 2025. L'objectif de cet échange était d'optimiser la structure du capital de la société et d'aligner la génération de produits des activités ordinaires sur la dette. Les détenteurs de billets libellés en dollars américains initialement émis par Thomson Reuters Corporation (« TRC ») (les « anciens billets ») se sont vu offrir la possibilité de recevoir des billets émis par TR Finance LLC (« TR Finance »), une filiale américaine en propriété exclusive indirecte de TRC (les « nouveaux billets »). Les résultats de cet échange se détaillent comme suit :

Série de billets (en millions de dollars américains)	Montant en capital des nouveaux billets émis par TR Finance	Montant en capital restant des anciens billets émis par TRC	Montant en capital des billets en circulation
Billets à 3,35 % échéant en 2026	441	59	500
Billets à 5,85 % échéant en 2040	453	47	500
Billets à 4,50 % échéant en 2043	84	35	119
Billets à 5,65 % échéant en 2043	337	13	350
Déventures à 5,50 % échéant en 2035	373	27	400
Total	1 688	181	1 869

Les nouveaux billets émis par TR Finance sont assortis des mêmes taux d'intérêt, dates de versement des intérêts et dates d'échéance que ceux des séries correspondantes d'anciens billets. Les nouveaux billets sont intégralement et inconditionnellement garantis en ce qui a trait au remboursement du capital et au versement d'intérêts par TRC ainsi que par West Publishing Corporation, Thomson Reuters Applications Inc. et Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui sont toutes des filiales américaines en propriété exclusive indirecte de TRC. Les trois filiales américaines garantes garantissent également les anciens billets restants de TRC de la même manière que TRC ainsi que les billets de TR Finance.

L'échange ne constituait pas une extinction de la dette. Par conséquent, cette transaction n'a pas donné lieu à la décomptabilisation de la dette existante. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, nous avons versé un montant de 4 M\$ au titre de frais liés à la sollicitation des détenteurs de billets qui ont participé à l'offre d'échange. Ce montant est pris en compte au poste « Autres (charges) produits financiers » de l'état consolidé du résultat net. Par ailleurs, des coûts de transaction de 7 M\$ ont été comptabilisés en réduction de la valeur comptable de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière. Les paiements en trésorerie des coûts et frais liés à l'échange sont comptabilisés au poste « Autres activités de financement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

En mars 2025, en lien avec l'échange de dette décrit ci-dessus, nous avons déposé un nouveau prospectus préalable de base aux termes duquel TRC et TR Finance peuvent émettre, à l'occasion, des titres de créance non garantis totalisant au maximum 3,0 G\$ jusqu'en avril 2027. Tous les titres de créance émis par TR Finance seront intégralement et inconditionnellement garantis à titre d'obligations non garanties par TRC et les trois filiales américaines garantes susmentionnées, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de TRC. Tous les titres de créance émis par TRC seront également garantis par les trois filiales américaines garantes selon les mêmes modalités que celles s'appliquant aux titres de créance émis par TR Finance. À l'exception de TR Finance et des filiales garantes, aucune autre filiale de TRC n'a fourni de garantie ou ne peut être tenue responsable relativement à tout titre de créance que pourrait émettre TR Finance ou TRC. Ni TRC ni TR Finance n'a émis de titres de créance aux termes du prospectus. Se reporter à l'annexe D du présent rapport de gestion pour consulter l'information financière résumée de consolidation de la société, y compris TR Finance et les filiales garantes.

- **Notations.** Nos possibilités de financement sont entre autres tributaires de la conjoncture des marchés et du maintien de notations à long terme convenables. Les notations qui nous sont attribuées peuvent être affectées par divers facteurs, notamment l'accroissement de notre dette, la baisse de notre résultat, la contraction de la demande à l'égard de nos produits, l'intensification de la concurrence, une détérioration de la conjoncture économique et commerciale et la mauvaise presse visant la société. Tout déclassement de nos notations pourrait avoir une incidence sur notre capacité à mobiliser des capitaux ou donner lieu à une hausse des taux d'intérêt s'appliquant à nos emprunts.

Le tableau qui suit indique les notations que les agences ont attribuées aux titres émis par TRC et TR Finance en circulation à la date du présent rapport de gestion :

	Moody's	S&P Global Ratings	DBRS Limited	Fitch
Dettes à long terme	Baa1	BBB+	BBB (élevé)	BBB+
Papier commercial	P-2	A-2	R-2 (élevé)	F1
Tendance ou perspective	Stable	Stable	Stable	Stable

Ces notations ne sont pas une recommandation d'acheter, de vendre, ni de conserver les titres et elles ne fournissent aucune indication sur leur cours ou leur pertinence pour un investisseur donné. Les notations peuvent ne pas refléter l'incidence possible de tous les risques sur la valeur des titres. Nous ne pouvons garantir que nos notations ne seront pas revues à la baisse dans l'avenir ni que les agences de notation n'émettront pas de commentaires défavorables à l'égard de nos titres.

- **Dividendes.** Les dividendes sur nos actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. En février 2025, nous avons annoncé une augmentation de 10 %, ou 0,22 \$ par action, du taux de dividende annuel, qui a été porté à 2,38 \$ par action ordinaire (à compter du dividende sur les actions ordinaires que nous avons versé en mars 2025). Dans notre tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »). Les actionnaires ordinaires inscrits peuvent participer au RRD, aux termes duquel les dividendes en trésorerie sont automatiquement réinvestis dans de nouvelles actions ordinaires. La valeur des actions ordinaires correspond à la moyenne pondérée du cours de l'action à la Bourse de Toronto (« TSX ») sur les cinq jours de bourse qui précèdent immédiatement la date de clôture des registres en vue de la distribution des dividendes.

Le tableau qui suit fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires :

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,595 \$	0,54 \$
Dividendes déclarés	267	244
Dividendes réinvestis	(8)	(7)
Dividendes versés	259	237

- **Rachats d'actions – offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »).** Nous rachetons occasionnellement des actions (pour les annuler ultérieurement) conformément à notre stratégie de gestion du capital. Nos rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Le 1^{er} novembre 2023, nous avons annoncé notre intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ d'actions ordinaires dans le cadre d'une offre de rachat renouvelée, qui a été approuvée par la TSX et est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2023. Aux termes de l'offre de rachat renouvelée, jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires ont pu être rachetées entre le 3 novembre 2023 et le 2 novembre 2024. En mai 2024, nous avons mis fin au rachat de 1,0 G\$ en actions.

Il n'y a eu aucun rachat d'actions au cours du premier trimestre de 2025. Au premier trimestre de 2024, nous avons racheté 2,3 millions d'actions ordinaires totalisant 352 M\$ au prix moyen de 153,50 \$ par action.

Situation financière

L'actif net, soit le total de l'actif diminué du total du passif, s'est établi à 12,3 G\$ au 31 mars 2025, essentiellement inchangé par rapport à 12,0 G\$ au 31 décembre 2024.

Au 31 mars 2025, nos passifs courants excédaient nos actifs courants principalement en raison du fait que nos passifs courants comprennent des produits différés d'un montant important tirés de la vente de produits et de services par abonnement, que bon nombre de clients règlent à l'avance. La trésorerie reçue lors de ces paiements anticipés est affectée au financement courant des activités d'exploitation, d'investissement et de financement de notre entreprise. Cependant, aux fins comptables, ces paiements anticipés doivent être différés et comptabilisés sur la durée de l'abonnement. Par conséquent, nous inscrivons habituellement un fonds de roulement déficitaire à notre état consolidé de la situation financière. Dans le cours normal des activités, les produits différés ne correspondent pas à une obligation en trésorerie, mais plutôt à l'obligation d'assurer la prestation de services ou la livraison de produits. En conséquence, nous sommes d'avis que notre situation ne reflète pas un problème de liquidité, mais bien le résultat de la comptabilité requise du fait de notre modèle d'entreprise.

Dette nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté

(en millions de dollars américains)	31 mars	31 décembre
	2025	2024
Dette nette ¹⁾	1 746	1 156
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté ¹⁾	2 782	2 779
Dette nette/BAIIA ajusté ¹⁾	0,6:1	0,4:1

- 1) Représente des mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires sur nos mesures financières non conformes aux IFRS et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS aux mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables.

À titre d'information supplémentaire concernant notre liquidité, nous présentons le ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté. Notre ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté était inférieur à notre ratio cible de 2,5 pour 1. L'augmentation de notre dette nette est principalement attribuable à la diminution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (se reporter à la rubrique « Flux de trésorerie » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements). Au 31 mars 2025, le total de notre dette (après déduction des swaps et compte non tenu des coûts de transaction, des primes et des escomptes non amortis connexes) s'élevait à 2,9 G\$.

Les dates d'échéance de nos emprunts à terme sont bien échelonnées et ne sont pas concentrées dans un exercice en particulier. Au 31 mars 2025, la durée moyenne à courir jusqu'à l'échéance de nos emprunts à terme de 2,8 G\$ était d'environ sept ans et le taux d'intérêt moyen s'y appliquant (après déduction des swaps) s'établissait à un peu plus de 4 % et était entièrement fixe. Une tranche d'environ 1,0 G\$ de nos emprunts arrivera à échéance en mai 2025, et nous prévoyons la rembourser au moyen de la trésorerie disponible.

Arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés

Pour le sommaire des autres arrangements, engagements et obligations contractuelles non comptabilisés, il y a lieu de se reporter à notre rapport de gestion annuel de 2024. Il ne s'est produit aucun changement important dans ces arrangements, engagements et obligations contractuelles au cours du trimestre clos le 31 mars 2025.

Éventualités

Actions et réclamations en justice

Nous sommes partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, les questions de protection des renseignements personnels et des données, les questions liées à la diffamation et à la violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre nous restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. L'issue des litiges est difficile à prévoir avec certitude en raison de divers facteurs, y compris, sans s'y limiter, la nature préliminaire de certaines réclamations, l'incertitude concernant les hypothèses et les demandes relatives aux préjudices allégués, un dossier factuel incomplet, l'incertitude concernant les principes juridiques et les procédures judiciaires et leur résolution par les tribunaux, que ce soit en première instance ou en appel, de même que la nature imprévisible des parties adverses. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

Nous sommes assujettis à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires, et nous faisons régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales dans le cours normal des activités. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales et proposer des ajustements ou des changements à apporter à nos déclarations fiscales.

Nous maintenons donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à notre avis, reflètent de façon appropriée les risques visant la société. Ces provisions sont établies à l'aide de nos estimations les plus probables quant au montant à payer, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, nous calculons la valeur attendue afin de déterminer le montant de nos provisions. Nous réévaluons ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et faisons des ajustements en fonction de l'évolution des faits et des circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant de ces contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante de nos provisions. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont nous disposons et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou collectivement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Avant le 31 décembre 2023, nous avons payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni et la HM Revenue & Customs (la « HMRC ») en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés qui se rapportaient collectivement aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines de nos filiales actuelles et de nos anciennes filiales au Royaume-Uni. Nous n'estimons pas que ces filiales actuelles et anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés. Parce que nous sommes d'avis que notre position est justifiée par la loi, nous comptons la défendre vigoureusement et continuerons de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à notre disposition. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que nous avons vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles nous avons été tenus de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Nous ne pensons pas que la résolution de ces questions aura une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble. Les paiements que nous effectuons ne reflètent pas notre position quant au bien-fondé de la question. Puisque nous nous attendons à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité des montants payés en vertu de ces avis d'imposition, nous avons comptabilisé la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans nos états financiers.

Garanties

Nous détenons une participation dans 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates »), entité conjointement détenue par une filiale de notre société et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3 Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. La société et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants de capital sur les emprunts et ii) des charges d'intérêts et d'exploitation. La société et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et individuelle visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur découlant d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et individuelles, la société et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. Nous estimons que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur notre capacité à emprunter des fonds aux termes de notre facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe. Nous prévoyons de refinancer la facilité d'emprunt de 3 ans en juin 2025, ce qui pourrait nécessiter un apport de capital de notre part.

Pour un complément d'information, consulter la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2024, où sont détaillés les risques liés aux questions juridiques et fiscales.

Perspectives

L'information présentée dans cette rubrique est de nature prospective et doit être lue en parallèle avec la rubrique « Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » ci-après.

Le 6 février 2025, nous avons communiqué nos perspectives financières pour l'exercice. Le 1^{er} mai 2025, nous avons annoncé que tous les indicateurs compris dans nos perspectives pour 2025 étaient confirmés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons nos perspectives pour l'exercice 2025 ainsi que les résultats réels pour l'exercice 2024, qui comprennent des mesures financières non conformes aux IFRS. Nos perspectives présument que les taux de change demeureront constants par rapport à ceux de 2024 et tiennent compte de l'acquisition de SafeSend en janvier 2025 et des cessions de FindLaw et d'autres entreprises secondaires en décembre 2024, mais ne tiennent pas compte de l'incidence d'autres acquisitions ou cessions qui pourraient survenir d'ici la fin de l'exercice.

Nous pensons que ce type d'information fournit des renseignements utiles sur la performance prévue de nos activités.

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation. Toute dégradation du contexte commercial et économique à l'échelle mondiale, entre autres facteurs, pourrait nuire à notre capacité de concrétiser nos perspectives.

Total — Thomson Reuters	Chiffres réels pour 2024	Perspectives pour 2025
Croissance des produits des activités ordinaires	7 %	3,0 % - 3,5 % ²⁾
Croissance interne des produits des activités ordinaires ¹⁾	7 %	7,0 % - 7,5 %
Marge du BAIIA ajusté ¹⁾	38,2 %	Environ 39 %
Charges liées au siège social	105 M\$	120 M\$ – 130 M\$
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	1,8 G\$	Environ 1,9 G\$
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires ¹⁾	8,4 %	Environ 8 %
Dotation aux amortissements des logiciels	731 M\$	835 M\$ – 855 M\$
Dotation aux amortissements des logiciels développés en interne	584 M\$	635 M\$ – 655 M\$
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	147 M\$	Environ 200 M\$
Charge d'intérêts	125 M\$	Environ 150 M\$
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté ¹⁾	17,6 %	Environ 19 %

3 grands secteurs ¹⁾	Chiffres réels pour 2024	Perspectives pour 2025
Croissance des produits des activités ordinaires	8 %	Environ 4 %
Croissance interne des produits des activités ordinaires	9 %	Environ 9 %
Marge du BAIIA ajusté	42,1 %	Environ 43 %

1) Mesures financières non conformes aux IFRS. Se reporter aux annexes A et B du présent rapport de gestion pour des renseignements supplémentaires et des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures financières conformes aux IFRS les plus directement comparables.

2) La croissance du total des produits des activités ordinaires tient compte de l'incidence des cessions de FindLaw et d'autres entreprises secondaires en décembre 2024.

Pour le deuxième trimestre de 2025, nous prévoyons que le taux de croissance interne des produits des activités ordinaires sera d'environ 7 % et la marge du BAIIA ajusté, d'environ 36 %.

Le tableau qui suit présente un sommaire des principales hypothèses et des risques importants pouvant faire en sorte que le rendement réel diffère des attentes sur lesquelles reposent nos perspectives financières de 2025.

Produits des activités ordinaires

Principales hypothèses	Risques importants
- La conjoncture macroéconomique et géopolitique incertaine continuera à perturber l'économie et à occasionner des périodes de volatilité. - Les produits et services de confiance qui aident les clients à se retrouver dans des contextes et des situations juridiques, fiscaux, comptables, réglementaires, géopolitiques et commerciaux complexes et en évolution constante, ainsi que les outils numériques infonuagiques qui stimulent la productivité, feront l'objet d'une demande soutenue. - Nous serons toujours en mesure d'offrir des produits novateurs qui répondent aux besoins changeants des clients. - Nous rallierons de nouveaux clients grâce au développement et à l'amélioration de nos plateformes numériques, à la rationalisation de notre portefeuille de produits et à d'autres initiatives de nature commerciale. - Nos efforts de simplification commerciale et les améliorations apportées au service à la clientèle nous permettront d'accroître le taux de fidélisation.	- L'incertitude géopolitique et macroéconomique actuelle continue d'avoir des répercussions sur l'économie mondiale. La gravité et la durée de cette incertitude pourraient entraîner une baisse de la demande pour nos produits et services (au-delà de notre hypothèse selon laquelle ces perturbations entraîneront des périodes de volatilité). - L'incertitude concernant le régime juridique et réglementaire en ce qui a trait à l'IA. La législation future éventuelle pourrait rendre plus difficile nos activités commerciales utilisant l'IA, donner lieu à des amendes ou à des pénalités réglementaires, nous obliger à changer notre gamme de produits ou nos pratiques commerciales ou encore nous empêcher d'utiliser l'IA ou limiter l'utilisation que nous pouvons en faire. - L'évolution des habitudes d'achat des clients ou notre incapacité de mettre en œuvre des initiatives clés en matière de conception de produits ou de service à la clientèle pourraient entraîner une diminution de la demande pour nos produits et services. - La concurrence des prix et la création de nouveaux produits pourraient avoir une incidence sur nos produits des activités ordinaires. - Nos initiatives relatives aux ventes, à la simplification commerciale et à la conception de produits pourraient être insuffisantes pour fidéliser les clients ou générer de nouvelles ventes.

Marge du BAIIA ajusté

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de croissance des produits des activités ordinaires. - Les produits à croissance élevée occuperont une partie de plus en plus importante de nos activités. - Les coûts d'intégration liés aux récentes acquisitions réduiront les marges.	- Voir les risques ci-dessus se rapportant aux perspectives en matière de produits des activités ordinaires. - L'inflation plus élevée que prévu pourrait entraîner une augmentation supérieure aux prévisions des coûts de main-d'œuvre, des coûts des fournisseurs tiers et des coûts des documents imprimés. - Les activités d'acquisition et de cession pourraient diluer la marge du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie disponibles

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre nos cibles de produits des activités ordinaires et de marge du BAIIA ajusté. - Les dépenses d'investissement à payer devraient se chiffrer à environ 8 % des produits des activités ordinaires en 2025.	- Voir les risques ci-dessus concernant les perspectives relatives aux produits des activités ordinaires et à la marge du BAIIA ajusté. - L'affaiblissement de la situation macroéconomique pourrait avoir une incidence défavorable sur le fonds de roulement, y compris sur la capacité de nos clients à nous payer. - Les dépenses d'investissement à payer pourraient être supérieures aux prévisions. - Le moment et le montant des paiements d'impôt aux gouvernements pourraient différer par rapport aux prévisions.

Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté

Principales hypothèses	Risques importants
- Nous parviendrons à atteindre notre cible de BAIIA ajusté. - Aucun changement important ne sera apporté en 2025 aux taux s'appliquant dans les divers territoires où les résultats avant impôt ont été comptabilisés en 2024. - Les changements qui seront apportés aux lois et conventions fiscales en vigueur sur les territoires où nous exerçons nos activités seront minimes. - Il ne découlera aucune charge ni aucun avantage important de la finalisation des années d'imposition antérieures. - La dotation aux amortissements des logiciels développés en interne sera de l'ordre de 635 M\$ à 655 M\$ en 2025. - La charge d'intérêts sera de l'ordre d'environ 150 M\$ en 2025.	- Voir les risques ci-dessus concernant le BAIIA ajusté. - La répartition géographique du résultat avant impôt pourrait changer de manière importante. - Les lois et conventions fiscales en vigueur s'appliquant à nous pourraient faire l'objet de changements importants auxquels nous ne nous attendions pas. - La dotation aux amortissements des logiciels développés en interne et la charge d'intérêts pourraient être beaucoup plus élevées ou beaucoup moins élevées que prévu.

Nos perspectives font état de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS. Nous sommes d'avis que la présentation de rapprochements des mesures financières non conformes aux IFRS sous-jacentes à nos perspectives pourrait s'avérer trompeuse et peu pratique en raison de la difficulté à prévoir des éléments qui ne sont pas représentatifs des activités courantes pour toute période à venir. L'ampleur de ces éléments pourrait être importante. Par conséquent, pour les besoins de nos perspectives seulement, il ne nous est pas possible de rapprocher ces mesures aux mesures conformes aux IFRS les plus comparables, car nous ne pouvons prévoir, avec une certitude raisonnable, l'effet des variations des taux de change sur : i) la conversion de nos résultats présentés selon les taux de change moyens de l'exercice et ii) d'autres produits financiers ou charges financières liés aux accords de financement intragroupe. Nous ne pouvons non plus prévoir avec une certitude raisonnable la réalisation ou le montant d'autres profits et pertes d'exploitation, qui découlent généralement de transactions commerciales que nous ne prévoyons pas actuellement.

Transactions entre parties liées

Au 30 avril 2025, notre actionnaire principal, Woodbridge (et ses sociétés affiliées), détenait en propriété réelle environ 70 % de nos actions ordinaires.

Transactions avec 3XSQ Associates

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, nous avons versé un montant de 5 M\$ en trésorerie aux termes d'un appel de fonds.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier trimestre de 2025. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du rapport de gestion annuel de 2024 figurant dans notre rapport annuel 2024, de même qu'à la note 32 de nos états financiers consolidés annuels de 2024 pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Changements touchant les méthodes comptables

Pour obtenir de l'information sur les changements touchant les méthodes comptables et sur les prises de position comptables récentes, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Changements touchant les méthodes comptables » de notre rapport de gestion annuel de 2024, lequel figure dans notre rapport annuel 2024, ainsi qu'à la note 1 de nos états financiers consolidés intermédiaires du trimestre clos le 31 mars 2025.

Estimations comptables et jugements critiques

La préparation des états financiers impose à la direction de faire des estimations et d'exercer son jugement à l'égard d'événements futurs. Les estimations et les jugements sont constamment remis en question. Ils se fondent sur l'expérience passée et sur d'autres facteurs, notamment les attentes relatives aux prévisions d'événements futurs raisonnables dans les circonstances. Pour un complément d'information, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » de notre rapport de gestion annuel de 2024, lequel figure dans notre rapport annuel 2024. Depuis la date de notre rapport de gestion annuel de 2024, nos estimations comptables et nos jugements critiques n'ont pas changé de manière importante.

Nous continuons de mener nos activités dans un contexte macroéconomique caractérisé par l'incertitude, qui reflète les risques géopolitiques actuels, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et de l'inflation, entre autres facteurs. Bien que nous suivions de près ces conditions afin d'évaluer les répercussions potentielles sur nos secteurs d'activité, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances.

Renseignements supplémentaires

Contrôles et procédures de communication de l'information

Après avoir évalué l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information (au sens où l'entendent les lois sur les valeurs mobilières pertinentes des États-Unis et du Canada) en date de la fin de la période considérée dans le présent rapport de gestion, notre chef de la direction et notre chef des finances ont conclu que nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces et permettaient de garantir que tous les renseignements que nous devons fournir dans les rapports que nous déposons ou transmettons en vertu de la loi intitulée *Securities Exchange Act* des États-Unis et des lois sur les valeurs mobilières canadiennes pertinentes sont i) enregistrés, traités, condensés et présentés dans les délais prévus dans les règles et formulaires de la SEC et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières et ii) recueillis, puis communiqués à notre direction, y compris au chef de la direction et au chef des finances, afin que des décisions concernant la communication de l'information exigée puissent être prises en temps opportun.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Aucune modification n'a été apportée au contrôle interne à l'égard de l'information financière au cours du premier trimestre de 2025 qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Capital-actions

Au 30 avril 2025, 450 478 428 actions ordinaires, 6 000 000 d'actions privilégiées de série II, 1 358 182 options sur actions et un total de 1 420 231 unités d'action de négociation restreinte temporelles et unités d'action de négociation restreinte liées au rendement étaient en circulation ou en cours. Nous avons en outre émis une action de fondateur de Thomson Reuters Founders Share Company, qui permet à cette société d'exercer un droit de vote extraordinaire visant à préserver les principes de confiance de Thomson Reuters.

Dépôts de documents auprès des autorités en valeurs mobilières compétentes et informations réglementaires

Le lecteur est invité à prendre connaissance d'autres renseignements sur notre société, notamment dans le rapport annuel 2024 (qui comprend l'information devant être présentée dans la notice annuelle) et d'autres documents d'information, rapports, états, etc., que nous déposons auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (sur le site de SEDAR+, à l'adresse [sedarplus.ca](https://www.sedarplus.ca)) et auprès de la *Securities and Exchange Commission* (« SEC ») des États-Unis à l'adresse [sec.gov](https://www.sec.gov).

Mise en garde concernant les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

Certains énoncés formulés dans le présent rapport de gestion constituent des énoncés prospectifs, dont les énoncés ayant trait aux perspectives commerciales, ainsi que les énoncés concernant l'intention de la société de cibler un ratio d'endettement maximal de 2,5 fois la dette nette sur le BAIIA ajusté et un ratio de distribution se situant entre 50 % et 60 % de ses flux de trésorerie disponibles, son objectif de redistribuer au moins 75 % des flux de trésorerie disponibles annuels sous forme de dividendes et de rachats d'actions ainsi que son objectif de dégager un rendement du capital investi (« RCI ») qui corresponde au moins au double du coût moyen pondéré du capital au fil du temps, les énoncés au sujet du remboursement de nos billets totalisant 1,4 G\$ CA (1,0 G\$ US) en mai 2025, les attentes de la société quant au remboursement des montants versés à HMRC, les attentes de la société au sujet du refinancement de la facilité de crédit liée à l'édifice à bureaux 3 Time Square et d'autres attentes concernant ses liquidités et ressources en capital. Ces énoncés se caractérisent par l'emploi d'expressions comme « s'attendre à », « estimer », « croire », « cibler », « avoir l'intention », « prévoir », « projeter » et d'autres expressions analogues, ainsi que l'emploi du futur et du conditionnel. Bien que nous croyions que les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion reposent sur des fondements raisonnables, ils ne sont pas garants du rendement ou des résultats futurs, et rien ne garantit que tout autre événement décrit dans les énoncés prospectifs se concrétisera. Ces énoncés prospectifs sont assujettis à un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'hypothèses pouvant entraîner un écart significatif entre les résultats ou les événements réels et les attentes actuelles. Nombre de ces risques, incertitudes et hypothèses sont indépendants de la volonté de la société, et il peut être difficile d'en prédire les effets. En particulier, la pleine mesure des répercussions du contexte macroéconomique et géopolitique sur les activités et les résultats financiers de la société sera tributaire d'une multitude de facteurs en constante évolution que nous ne pouvons pas nécessairement prévoir avec exactitude.

Certains résultats ou événements réels pourraient différer sensiblement des attentes actuelles énoncées précédemment à la rubrique « Perspectives ». D'autres facteurs sont exposés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel 2024 et dans des documents que nous déposons de temps à autre auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la SEC, ou que nous leur fournissons. Bon nombre de ces risques sont, et pourraient être, exacerbés par toute dégradation du contexte géopolitique, commercial et économique à l'échelle mondiale. Rien ne garantit que les énoncés prospectifs se concrétiseront.

Les perspectives commerciales de la société sont fondées sur les renseignements dont elle dispose à l'heure actuelle et sur diverses hypothèses internes et externes formulées par la direction à la lumière de son expérience et de sa perception des tendances antérieures, de la situation actuelle et des faits attendus dans l'avenir, de même que sur d'autres facteurs que la direction juge pertinents dans les circonstances.

Les perspectives commerciales de la société ont pour but de fournir de l'information au sujet des prévisions actuelles pour les périodes présentées. Elles peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Le lecteur ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs, qui ne visent qu'à exprimer les attentes à la date du présent rapport de gestion. Sauf dans la mesure exigée par les lois applicables, Thomson Reuters décline toute responsabilité de mettre à jour ou de modifier des énoncés prospectifs.

Annexe A

Mesures financières non conformes aux IFRS

Nous utilisons des mesures financières non conformes aux IFRS, notamment des ratios qui tiennent compte d'une ou de plusieurs mesures financières non conformes aux IFRS, à titre d'indicateurs supplémentaires de notre performance d'exploitation et de notre situation financière, de même qu'à des fins de planification interne et dans le cadre de nos programmes de rémunération incitative de la direction et de l'établissement de nos perspectives commerciales. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et, par conséquent, il est peu probable que leur calcul soit comparable au calcul de mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Dans le tableau qui suit, nous décrivons les mesures financières non conformes aux IFRS que nous utilisons et expliquons pourquoi, à notre avis, ces mesures sont utiles à l'évaluation de notre performance. Des rapprochements avec les mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables sont présentés à l'annexe B du présent rapport de gestion.

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
BAIIA ajusté et marge connexe		
Cette mesure représente le bénéfice ou la perte lié aux activités poursuivies avant l'incidence de la charge ou du produit d'impôt, du montant net de la charge d'intérêts, des autres charges financières ou produits financiers, de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur d'actifs et des ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté exprimé en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur apportés aux produits différés acquis.	Fournit une base d'évaluation cohérente de la rentabilité d'exploitation et des tendances de performance en excluant les éléments que nous ne considérons pas comme des activités contrôlables aux fins de cette évaluation. Représente également une mesure fréquemment présentée et utilisée par les investisseurs comme paramètre d'évaluation, qui permet aussi d'évaluer notre capacité de contracter des dettes et d'en assurer le service.	Bénéfice lié aux activités poursuivies
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer et marge connexe		
Cette mesure représente le BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer, où les dépenses d'investissement à payer comprennent les montants non réglés à la date de clôture. La marge connexe correspond au BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur apportés aux produits différés acquis.	Fournit, en une seule mesure, une base d'évaluation de la rentabilité d'exploitation et de l'intensité de capital. Cette mesure tient compte des investissements, que ceux-ci soient passés en charges ou incorporés à l'actif, et représente la base sur laquelle la direction évalue les dépenses d'investissement.	Bénéfice lié aux activités poursuivies

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires		
Cette mesure représente les dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires. Pour les besoins de ce calcul, les produits des activités ordinaires ne tiennent pas compte des ajustements de juste valeur apportés aux produits différés acquis.	Représente la base sur laquelle nous gérons les dépenses d'investissement aux fins de notre budgétisation interne.	Dépenses d'investissement
Résultat ajusté et résultat ajusté par action		
Bénéfice ou perte net y compris les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, mais exclusion faite de l'incidence après impôt des ajustements de juste valeur (y compris ceux liés aux produits différés acquis), de la dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles acquises (autres immobilisations incorporelles identifiables et logiciels acquis), des autres profits et pertes d'exploitation, de certaines pertes de valeur des actifs, des autres charges financières ou produits financiers, de notre quote-part du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, des activités abandonnées et des autres éléments ayant une incidence sur la comparabilité. Les immobilisations incorporelles acquises contribuent à la génération de produits des activités ordinaires par les sociétés acquises, qui sont inclus dans notre calcul du résultat ajusté. Le montant après impôt de chaque élément est exclu du calcul du résultat ajusté en fonction des règles fiscales et des taux d'impôt appropriés à la nature et au territoire de chaque élément. Le résultat ajusté par action est calculé à partir du résultat ajusté au moyen du nombre moyen pondéré d'actions servant au calcul du résultat dilué par action et ne représente pas le bénéfice ou la perte réel par action attribuable aux actionnaires.	Procurent une base plus comparable pour l'analyse du résultat. Ces mesures sont utilisées couramment par les actionnaires pour l'évaluation de la performance.	Bénéfice net et résultat dilué par action

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Taux d'impôt effectif sur le résultat ajusté		
Charge d'impôt ajustée divisée par le résultat ajusté avant impôt. La charge d'impôt ajustée est calculée comme (le produit) la charge d'impôt augmenté ou diminué de l'incidence fiscale de tous les postes ayant une incidence sur le résultat ajusté (ainsi qu'il est décrit ci-dessus) et des autres éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité.	Procure une base permettant l'analyse des taux d'impôt effectifs associés au résultat ajusté.	Charge d'impôt
Pour les périodes intermédiaires, nous apportons aussi un ajustement visant à refléter l'impôt en fonction des taux effectifs estimés pour l'exercice dans son ensemble. Le résultat conforme aux IFRS pour les périodes intermédiaires reflète l'impôt établi aux taux d'impôt effectifs estimés de chacun des territoires où nous exerçons nos activités. L'ajustement non conforme aux IFRS permet de répartir l'impôt estimé pour l'exercice dans son ensemble entre les périodes intermédiaires, mais il n'a pas d'effet sur le montant de la charge d'impôt de l'exercice.	Notre taux d'impôt effectif calculé conformément aux IFRS par trimestre peut être plus volatil parce que la répartition géographique du résultat avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet. Nous estimons donc que l'utilisation du taux d'impôt effectif annualisé prévu accroît la comparabilité des résultats des périodes intermédiaires.	
Dettes nette et ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
Dettes nette : Dettes totale (compte non tenu des coûts de transaction non amortis, des primes ou escomptes connexes) plus la composante change de la juste valeur des instruments de couverture connexes et les obligations locatives, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie.	Procure une mesure couramment utilisée pour évaluer le niveau d'endettement d'une société. Étant donné que nous couvrons une partie de notre dette pour réduire le risque, nous tenons compte des instruments de couverture puisque nous estimons qu'ils permettent de mieux mesurer l'ensemble des obligations rattachées à notre dette en cours. Cependant, comme nous prévoyons généralement conserver la dette et les instruments de couverture qui s'y rattachent jusqu'à l'échéance, nous ne tenons pas compte de la composante intérêts de la juste valeur des instruments de couverture dans nos calculs. Nous retranchons la trésorerie et les équivalents de trésorerie du montant brut de la dette.	Total de la dette (dette courante plus dette à long terme)

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Dette nette sur le BAIIA ajusté : La dette nette est divisée par le BAIIA ajusté pour la période de douze mois précédente se clôturant avec le trimestre à l'étude.	Procure une mesure couramment utilisée de la capacité d'une société à rembourser sa dette. Notre mesure non conforme aux IFRS est en phase avec le calcul de notre cible interne et est plus prudente que le ratio maximal permis aux termes des clauses restrictives de notre facilité de crédit.	Pour le BAIIA ajusté, voir la définition précédente pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Flux de trésorerie disponibles		
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et autres activités d'investissement, diminuées des dépenses d'investissement, des paiements au titre du capital des contrats de location et des dividendes versés sur nos actions privilégiées.	Facilitent l'évaluation de notre capacité à long terme de créer de la valeur pour nos actionnaires parce qu'il s'agit de la trésorerie disponible pour rembourser la dette, verser des dividendes sur les actions ordinaires et financer les rachats d'actions et les acquisitions.	Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation
Variations avant effet du change ou « en devises constantes »		
Mesures applicables lorsque les variations sont présentées avant l'effet du change ou « en devises constantes ».	Améliorent la comparabilité des tendances qu'affichent les activités d'une période à l'autre.	Pour chaque mesure et ratio non conforme aux IFRS, voir les définitions précédentes pour connaître la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.
Mesures conformes aux IFRS : • Produits des activités ordinaires • Charges d'exploitation		
Mesures et ratios non conformes aux IFRS :		
• BAIIA ajusté et marge du BAIIA ajusté • Résultat ajusté par action		
Notre monnaie de présentation est le dollar américain. Toutefois, nous exerçons des activités dans des monnaies autres que le dollar américain. Nous évaluons notre performance avant l'effet du change (ou « en devises constantes » ou compte non tenu de l'effet du change), qui est déterminé en convertissant les résultats libellés en monnaie locale de la période considérée et de la période correspondante de l'exercice précédent en nous servant du même taux de change.		

Notre définition	Motifs de l'utilisation et utilité pour les investisseurs	Mesure financière conforme aux IFRS la plus directement comparable
Variations des produits des activités ordinaires calculées sur une base « interne »		
Mesure reflétant les variations des produits des activités ordinaires issus de nos activités actuelles en devises constantes. Elle exclut la distorsion liée aux acquisitions et aux cessions d'entreprises attribuable au fait que nous n'étions pas les propriétaires de l'entreprise au cours des deux périodes comparatives. - Nous calculons la croissance interne liée aux acquisitions comme si nous avions détenu l'entreprise acquise au cours des deux périodes. Nous comparons les produits des activités ordinaires de l'entreprise acquise pour la période au cours de laquelle nous détenions cette entreprise avec les produits des activités ordinaires de cette entreprise pour la période correspondante de l'exercice précédent au cours de laquelle elle n'était pas détenue par la société. - Nous calculons la croissance interne liée aux cessions uniquement pour la période de l'exercice considéré où nous avons détenu l'entreprise comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.	Permettent une meilleure analyse du rendement de nos entreprises existantes en éliminant la distorsion et fournissent une mesure plus précise de notre capacité de faire croître nos activités à long terme.	Produits des activités ordinaires
3 grands secteurs		
Nos secteurs regroupés Professionnels du droit, Grandes sociétés, et Fiscalité et comptabilité. Toutes les mesures présentées pour les 3 grands secteurs sont des mesures financières non conformes aux IFRS.	Les 3 grands secteurs représentent environ 80 % des produits des activités ordinaires et l'essentiel de nos services d'information pour entreprises.	Produits des activités ordinaires Bénéfice lié aux activités poursuivies

Annexe B

La présente annexe fournit des rapprochements de nos mesures financières non conformes aux IFRS et des mesures conformes aux IFRS les plus directement comparables pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024 et l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Arrondissement

Hormis le résultat par action, nous présentons nos résultats en millions de dollars américains, mais nous calculons les variations en pourcentage et les marges au dollar près pour plus de précision. En conséquence, les pourcentages et les marges calculés à partir des montants comptabilisés pourraient différer de ceux qui sont présentés, et certains totaux pourraient ne pas être exacts en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rapprochement du bénéfice lié aux activités poursuivies, du BAIIA ajusté et du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 31 mars		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	2025	2024	2024
Bénéfice lié aux activités poursuivies	425	464	2 192
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :			
Charge (produit) d'impôt	92	67	(123)
Autres charges (produits) financiers	10	(22)	(45)
Charge d'intérêts, montant net	30	40	125
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	25	91
Dotation aux amortissements des logiciels	174	153	618
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	27	28	113
BAIIA	783	755	2 971
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :			
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6	8	(40)
Autres pertes (profits) d'exploitation, montant net	3	41	(144)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	17	2	(8)
BAIIA ajusté	809	806	2 779
Déduire : dépenses d'investissement à payer	(138)	(134)	(609)
BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	671	672	2 170
Marge du BAIIA ajusté	42,3 %	42,7 %	38,2 %
Marge du BAIIA ajusté diminué des dépenses d'investissement à payer	35,1 %	35,6 %	29,9 %

1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des taux de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.

Rapprochement des dépenses d'investissement et des dépenses d'investissement à payer

	Trimestres clos les 31 mars		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2024
Dépenses d'investissement	151	145	607
Déduire : ajustement conforme aux IFRS de la comptabilité de trésorerie	(13)	(11)	2
Dépenses d'investissement à payer	138	134	609
Dépenses d'investissement à payer exprimées en pourcentage des produits des activités ordinaires	s. o.	s. o.	8,4 %

Rapprochement du bénéfice net, du résultat ajusté et du résultat ajusté par action

	Trimestres clos les 31 mars		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les données sur les actions)	2025	2024	2024
Bénéfice net	434	478	2 207
Ajustements en vue d'éliminer ce qui suit :			
Ajustements de juste valeur ¹⁾	17	2	(8)
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	49	38	147
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	25	25	91
Autres pertes (profits) d'exploitation, montant net	3	41	(144)
Autres charges (produits) financiers	10	(22)	(45)
Quote-part de la perte (du bénéfice) après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	6	8	(40)
Impôt sur les éléments ci-dessus ²⁾	(24)	(32)	(9)
Éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité ²⁾	1	(11)	(478)
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(9)	(14)	(15)
Normalisation du taux d'impôt effectif des périodes intermédiaires²⁾	(5)	(9)	-
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(5)
Résultat ajusté³⁾	506	503	1 701
Résultat ajusté par action³⁾	1,12 \$	1,11 \$	3,77 \$
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires (en millions)	450,8	452,8	451,2

- 1) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des taux de change, qui sont des composantes des charges d'exploitation, ainsi que les ajustements liés aux produits différés acquis.
- 2) Pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024, se reporter à la rubrique « Résultats d'exploitation – Charge d'impôt » du présent rapport de gestion pour de plus amples renseignements.
- 3) L'incidence des participations ne donnant pas le contrôle sur le résultat ajusté, qui ne s'applique qu'au trimestre clos le 31 mars 2024 et à l'exercice clos le 31 décembre 2024, a été négligeable.

Rapprochement du taux d'impôt effectif pour l'exercice et du bénéfice ajusté

	Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains, sauf les pourcentages)	2024
Bénéfice ajusté	1 701
Ajouter : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	5
Ajouter : charge d'impôt sur le résultat ajusté	364
Bénéfice ajusté avant impôt	2 070
Produit d'impôt conforme aux IFRS	(123)
Déduire l'impôt au titre de ce qui suit :	
Dotation aux amortissements des logiciels acquis	33
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	22
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(7)
Autres produits financiers	19
Autres profits d'exploitation, montant net	(56)
Autres éléments	(2)
Total partiel – déduire le produit d'impôt sur les éléments avant impôt déduits du résultat ajusté	9
Déduire : éléments fiscaux ayant une incidence sur la comparabilité	478
Total – déduire tous les éléments ayant une incidence sur la comparabilité	487
Charge d'impôt sur le bénéfice ajusté	364
Taux d'impôt effectif sur le bénéfice ajusté	17,6 %

Rapprochement des entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation et des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 31 mars		Exercice clos le 31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024	2024
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	445	432	2 457
Dépenses d'investissement	(151)	(145)	(607)
Autres activités d'investissement	1	-	46
Paiements au titre du capital des contrats de location	(17)	(15)	(63)
Dividendes versés sur les actions privilégiées	(1)	(1)	(5)
Flux de trésorerie disponibles	277	271	1 828

Rapprochement de la dette nette et du ratio d'endettement correspondant à la dette nette, divisée par le BAIIA ajusté

	31 mars	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Dette courante	973	973
Dette à long terme	1 840	1 847
Total de la dette	2 813	2 820
Swaps	25	21
Total de la dette après déduction des swaps	2 838	2 841
Déduire : ajustements de juste valeur pour les instruments de couverture	2	5
Total de la dette, après déduction des contrats de couverture de change	2 840	2 846
Déduire : coûts de transaction, primes et escomptes compris dans la valeur comptable de la dette	29	22
Ajouter : obligations locatives (partie courante et non courante)	248	256
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie ¹⁾	(1 371)	(1 968)
Dette nette	1 746	1 156
Ratio d'endettement correspondant à la dette nette divisée par le BAIIA ajusté		
BAIIA ajusté	2 782	2 779
Dette nette/BAIIA ajusté	0,6:1	0,4:1

- 1) Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie s'élevant respectivement à 133 M\$ et à 115 M\$ au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024, lesquels étaient détenus dans des filiales soumises à certaines restrictions contractuelles ou réglementaires ou encore qui exercent des activités dans des pays où des contrôles des changes et autres restrictions légales sont en vigueur, ce qui signifie qu'ils ne peuvent pas être utilisés pour les besoins généraux de la société.

Rapprochement des variations des produits des activités ordinaires et des variations des produits des activités ordinaires, compte non tenu de l'effet du change (en devises constantes) ainsi que des acquisitions et cessions (croissance interne)

Trimestres clos les 31 mars							
(en millions de dollars américains)	2025	2024	Total	Mouvements du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions/ cessions nettes	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	693	721	(4) %	(1) %	(3) %	(11) %	8 %
Grandes sociétés	541	507	7 %	(1) %	7 %	(2) %	9 %
Fiscalité et comptabilité	360	328	10 %	(2) %	12 %	1 %	11 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 594	1 556	2 %	(1) %	3 %	(6) %	9 %
Reuters News	196	210	(7) %	-	(7) %	-	(7) %
Publications mondiales	116	124	(6) %	(1) %	(5) %	-	(5) %
Éliminations/arrondissement	(6)	(5)					
Total des produits des activités ordinaires	1 900	1 885	1 %	(1) %	2 %	(4) %	6 %
Produits récurrents							
Professionnels du droit	675	698	(3) %	(1) %	(3) %	(11) %	8 %
Grandes sociétés	400	370	8 %	(1) %	9 %	(1) %	11 %
Fiscalité et comptabilité	207	199	4 %	(3) %	8 %	-	8 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 282	1 267	1 %	(1) %	2 %	(7) %	9 %
Reuters News	175	164	6 %	(1) %	7 %	-	6 %
Éliminations/arrondissement	(6)	(5)					
Total des produits récurrents	1 451	1 426	2 %	(1) %	3 %	(6) %	9 %
Produits tirés des transactions							
Professionnels du droit	18	23	(24) %	-	(24) %	(20) %	(4) %
Grandes sociétés	141	137	3 %	(1) %	3 %	(2) %	5 %
Fiscalité et comptabilité	153	129	18 %	(1) %	19 %	4 %	15 %
3 grands secteurs pris collectivement	312	289	8 %	-	8 %	(2) %	10 %
Reuters News	21	46	(54) %	1 %	(55) %	-	(55) %
Total des produits tirés des transactions	333	335	(1) %	-	(1) %	(1) %	1 %

Exercices clos les 31 décembre							
(en millions de dollars américains)	2024	2023	Total	Mouvements du change	Variation		Croissance interne
					Total partiel en devises constantes	Acquisitions/ cessions nettes	
Produits des activités ordinaires							
Professionnels du droit	2 922	2 807	4 %	-	4 %	(3) %	7 %
Grandes sociétés	1 844	1 620	14 %	-	14 %	4 %	10 %
Fiscalité et comptabilité	1 165	1 058	10 %	(1) %	11 %	1 %	10 %
3 grands secteurs pris collectivement	5 931	5 485	8 %	-	8 %	-	9 %
Reuters News	832	769	8 %	-	8 %	2 %	6 %
Publications mondiales	519	562	(8) %	-	(7) %	-	(7) %
Éliminations/arrondissement	(24)	(22)					
Total des produits des activités ordinaires	7 258	6 794	7 %	-	7 %	-	7 %

Rapprochement des variations du BAIIA ajusté et de la marge connexe, des charges d'exploitation consolidées et du résultat ajusté par action consolidé, compte non tenu de l'effet du change

(en millions de dollars américains, sauf les montants par action et les marges)	Trimestres clos les 31 mars				
	2025	2024	Total	Variation	
				Mouvements du change	En devises constantes
BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	336	342	(2) %	-	(2) %
Grandes sociétés	213	193	10 %	1 %	10 %
Fiscalité et comptabilité	210	181	17 %	(1) %	17 %
3 grands secteurs pris collectivement	759	716	6 %	-	6 %
Reuters News	39	60	(34) %	2 %	(37) %
Publications mondiales	44	47	(7) %	-	(7) %
Charges liées au siège social	(33)	(17)	s. o.	s. o.	s. o.
BAIIA ajusté	809	806	-	-	-
Marge du BAIIA ajusté					
Professionnels du droit	48,4 %	47,4 %	100 pb	40 pb	60 pb
Grandes sociétés	39,4 %	37,8 %	160 pb	60 pb	100 pb
Fiscalité et comptabilité	56,7 %	55,0 %	170 pb	70 pb	100 pb
3 grands secteurs pris collectivement	47,3 %	45,8 %	150 pb	60 pb	90 pb
Reuters News	20,0 %	28,3 %	(830) pb	80 pb	(910) pb
Publications mondiales	37,8 %	38,2 %	(40) pb	30 pb	(70) pb
Marge du BAIIA ajusté	42,3 %	42,7 %	(40) pb	40 pb	(80) pb
Charges d'exploitation	1 108	1 081	2 %	(1) %	3 %
Résultat ajusté par action	1,12 \$	1,11 \$	1 %	-	1 %

BAIIA ajusté et marges connexes des 3 grands secteurs et consolidés

(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Exercice clos le 31 décembre
	2024
BAIIA ajusté	
Professionnels du droit	1 302
Grandes sociétés	671
Fiscalité et comptabilité	527
3 grands secteurs pris collectivement	2 500
Reuters News	196
Publications mondiales	188
Charges liées au siège social	(105)
BAIIA ajusté	2 779
3 grands secteurs pris collectivement	
BAIIA ajusté	2 500
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur de 7 M\$ liés aux produits différés acquis	5 938
Marge du BAIIA ajusté	42,1 %
Données consolidées	
BAIIA ajusté	2 779
Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur de 9 M\$ liés aux produits différés acquis	7 267
Marge du BAIIA ajusté	38,2 %

Rapprochement de la marge du BAIIA ajusté

Pour calculer la marge du BAIIA ajusté sectorielle et consolidée, nous excluons les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis de nos produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS. Les tableaux ci-après présentent un rapprochement des produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS et des produits utilisés pour le calcul de la marge du BAIIA ajusté, qui exclut les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis.

Trimestre clos le 31 mars 2025					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Professionnels du droit	693	-	693	336	48,4 %
Grandes sociétés	541	-	541	213	39,4 %
Fiscalité et comptabilité	360	10	370	210	56,7 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 594	10	1 604	759	47,3 %
Reuters News	196	-	196	39	20,0 %
Publications mondiales	116	-	116	44	37,8 %
Éliminations/arrondissement	(6)	-	(6)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(33)	s. o.
Totaux consolidés	1 900	10	1 910	809	42,3 %

Trimestre clos le 31 mars 2024					
(en millions de dollars américains, sauf les marges)	Produits des activités ordinaires comptabilisés selon les IFRS	Moins les ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	Produits des activités ordinaires, compte non tenu des ajustements de juste valeur liés aux produits différés acquis	BAIIA ajusté	Marge du BAIIA ajusté
Professionnels du droit	721	-	721	342	47,4 %
Grandes sociétés	507	3	510	193	37,8 %
Fiscalité et comptabilité	328	-	328	181	55,0 %
3 grands secteurs pris collectivement	1 556	3	1 559	716	45,8 %
Reuters News	210	1	211	60	28,3 %
Publications mondiales	124	-	124	47	38,2 %
Éliminations/arrondissement	(5)	-	(5)	-	s. o.
Charges liées au siège social	-	-	-	(17)	s. o.
Totaux consolidés	1 885	4	1 889	806	42,7 %

Annexe C

Données trimestrielles (non audité)

Le tableau qui suit présente un résumé de nos résultats d'exploitation consolidés pour les huit trimestres les plus récents.

(en millions de dollars américains sauf les montants par action)	Trimestres clos les							
	31 mars 2025	31 déc. 2024	30 sept. 2024	30 juin 2024	31 mars 2024	31 déc. 2023	30 sept. 2023	30 juin 2023
Produits des activités ordinaires	1 900	1 909	1 724	1 740	1 885	1 815	1 594	1 647
Bénéfice d'exploitation	563	722	415	415	557	558	441	825
Bénéfice lié aux activités poursuivies	425	607	277	844	464	650	370	889
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	9	(20)	24	(3)	14	28	(3)	5
Bénéfice net	434	587	301	841	478	678	367	894
Bénéfice (perte) attribuable aux :								
Actionnaires ordinaires	434	587	301	841	481	678	367	894
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	(3)	-	-	-
Résultat de base par action								
Lié aux activités poursuivies	0,94 \$	1,35 \$	0,61 \$	1,87 \$	1,03 \$	1,43 \$	0,81 \$	1,89 \$
Lié aux activités abandonnées	0,02	(0,05)	0,06	(0,01)	0,03	0,06	(0,01)	0,01
	0,96 \$	1,30 \$	0,67 \$	1,86 \$	1,06 \$	1,49 \$	0,80 \$	1,90 \$
Résultat dilué par action								
Lié aux activités poursuivies	0,94 \$	1,34 \$	0,61 \$	1,87 \$	1,03 \$	1,43 \$	0,81 \$	1,89 \$
Lié aux activités abandonnées	0,02	(0,04)	0,06	(0,01)	0,03	0,06	(0,01)	0,01
	0,96 \$	1,30 \$	0,67 \$	1,86 \$	1,06 \$	1,49 \$	0,80 \$	1,90 \$

Produits des activités ordinaires – Les produits des activités ordinaires de l'ensemble de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque nous comptabilisons une part importante de nos produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, nos produits des activités ordinaires d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre. Puisque nous exerçons la majeure partie de nos activités en dollars américains, les mouvements du change ont eu une incidence minime sur nos produits des activités ordinaires. Nos produits des activités ordinaires du premier trimestre de 2025 et du quatrième trimestre de 2024 reflètent la croissance des produits récurrents, tandis que les autres trimestres comparables reflétaient la croissance des produits récurrents et des produits tirés des transactions, notamment des acquisitions. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par la perte de produits des activités ordinaires liée aux cessions, principalement celle de FindLaw en décembre 2024 et d'Elite en juin 2023.

Bénéfice d'exploitation – Notre bénéfice d'exploitation est habituellement peu touché par le caractère saisonnier. La majorité de nos charges d'exploitation étant fixes à court et à moyen terme, notre rentabilité s'accroît généralement avec l'augmentation de nos produits des activités ordinaires. Lorsque nos produits diminuent, notre rentabilité est habituellement affectée. Au quatrième trimestre de 2024, la hausse du bénéfice d'exploitation rend compte des profits à la vente de FindLaw et d'autres entreprises secondaires, et au deuxième trimestre de 2023, elle rend compte du profit à la vente d'Elite.

Bénéfice net – Notre bénéfice net de certaines périodes a été considérablement influencé par notre ancienne participation dans LSEG. Le résultat du deuxième et du quatrième trimestre de 2023 rend compte de l'accroissement de la valeur de notre participation dans LSEG, tandis que celui du troisième trimestre de 2023 rend compte d'une diminution de la valeur de notre participation dans LSEG. Le résultat du deuxième trimestre de 2024 comprenait un produit d'impôt de 468 M\$ découlant de la comptabilisation d'un actif d'impôt différé lié à une nouvelle législation fiscale promulguée au Canada.

Annexe D

Information financière complémentaire sur les garants

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée en lien avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par Thomson Reuters Corporation et trois filiales américaines garantes, qui sont aussi des filiales en propriété exclusive indirecte consolidées de Thomson Reuters Corporation (appelées les « filiales garantes »), à l'égard de tout titre d'emprunt émis par TR Finance LLC aux termes d'un acte de fiducie conclu entre Thomson Reuters Corporation, TR Finance LLC, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas, et avec la garantie intégrale et inconditionnelle accordée par les filiales garantes à l'égard de certains titres de créance en circulation émis par Thomson Reuters Corporation aux termes d'un deuxième acte de fiducie modifié et reformulé conclu entre Thomson Reuters Corporation, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas, ainsi qu'à l'égard de tout titre de créance émis par Thomson Reuters Corporation aux termes d'un acte de fiducie devant être conclu entre Thomson Reuters Corporation, les filiales garantes, Société de fiducie Computershare du Canada et Deutsche Bank Trust Company Americas en lien avec une telle offre de titres de créance.

TR Finance LLC est une filiale en propriété exclusive indirecte de Thomson Reuters Corporation. TR Finance LLC est un mécanisme de financement pour Thomson Reuters Corporation et ses filiales consolidées. TR Finance LLC n'exerce aucune activité de manière indépendante, outre l'émission de titres de créance dont l'usage du produit est réservé à Thomson Reuters, la couverture de cette dette lorsqu'il est opportun de le faire et le prêt de fonds à des entreprises du groupe Thomson Reuters. À l'égard de toutes les émissions de titres de créance par TR Finance LLC jusqu'à maintenant, le produit de ces émissions a été utilisé par TR Finance LLC pour octroyer des prêts, et à l'égard de chaque future émission de titres de créance par TR Finance LLC, il est prévu que le produit de ces émissions soit utilisé par TR Finance LLC pour octroyer des prêts aux filiales garantes ou aux sociétés affiliées américaines qui sont des actionnaires directs ou indirects des filiales garantes. TR Finance LLC prévoit être en mesure de payer des intérêts, des primes et des charges d'exploitation et de s'acquitter de ses obligations au titre de la dette au moyen des produits d'intérêts sur les prêts consentis à des sociétés affiliées, et pourra également compter sur le financement tiré des garanties fournies par les filiales garantes et Thomson Reuters Corporation. La capacité de TR Finance LLC de payer des intérêts, des primes ou des charges d'exploitation ou de s'acquitter de ses obligations au titre de la dette dépend de la capacité des filiales garantes et (ou) des autres sociétés affiliées américaines de payer l'intérêt et de s'acquitter des obligations au titre de la dette aux termes des prêts consentis aux sociétés affiliées ainsi que du soutien financier des filiales garantes et de Thomson Reuters Corporation. Se reporter à la rubrique « Situation de trésorerie et sources de financement » du présent rapport de gestion pour obtenir plus d'informations à ce sujet.

Les tableaux de consolidation ci-après présentent l'information financière résumée pour les éléments suivants :

- la société mère – à savoir Thomson Reuters Corporation, propriétaire direct ou indirect de l'ensemble de ses filiales;
- la filiale émettrice – à savoir TR Finance LLC;
- les filiales garantes, prises collectivement;
- les filiales non garantes – à savoir les autres filiales de Thomson Reuters Corporation qui ne garantissent pas les titres d'emprunt de TR Finance LLC, prises collectivement;
- les éliminations – à savoir les ajustements de consolidation;
- Thomson Reuters, après consolidation.

Les filiales garantes mentionnées ci-dessus comprennent les filiales en propriété exclusive indirecte consolidées suivantes de Thomson Reuters Corporation :

- Thomson Reuters Applications Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Fiscalité et comptabilité, et Grandes sociétés de la société;
- Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui exerce ses activités dans les secteurs Fiscalité et comptabilité et Grandes sociétés de la société;
- West Publishing Corporation, qui exerce ses activités dans les secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Publications mondiales de la société.

Aux fins des tableaux de consolidation de l'information financière sommaire, Thomson Reuters Corporation comptabilise ses placements dans des filiales selon la méthode de la mise en équivalence. Lorsque les filiales sont membres d'un groupe consolidé aux fins des déclarations fiscales, Thomson Reuters Corporation répartit entre les membres du groupe la charge d'impôt conformément à l'entente de partage d'impôt, notamment en appliquant la méthode du pourcentage, selon laquelle les membres du groupe consolidé sont remboursés pour les pertes qu'ils subissent, peu importe s'ils ont la possibilité d'utiliser ces pertes de manière distincte. Nous estimons que cette répartition constitue une façon systématique et rationnelle de répartir les soldes d'impôt. Les ajustements nécessaires pour consolider les résultats de la société mère, des filiales garantes et des filiales non garantes sont reflétés dans la colonne « Éliminations ».

Ce mode de présentation ne vise à présenter la situation financière de Thomson Reuters Corporation et ses résultats d'exploitation à nulle autre fin que pour se conformer aux exigences de communication de l'information sur les garants. Les données présentées doivent être lues conjointement avec nos états financiers consolidés intermédiaires pour le trimestre clos le 31 mars 2025, nos états financiers consolidés annuels de 2024, ainsi qu'avec notre rapport de gestion annuel de 2024, qui figure dans notre rapport annuel 2024.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après sont fournis conformément aux exigences de l'article 13.4 du Règlement 51-102 *sur les obligations d'information continue* qui porte sur les dispenses en faveur de certains émetteurs bénéficiant de soutien au crédit. Thomson Reuters Corporation a aussi choisi de fournir de l'information financière complémentaire conformément à l'article 13 de la Réglementation S-X, dans sa version adoptée par la SEC et qui figure dans le communiqué de la SEC n° 33-10762.

Les tableaux de consolidation de l'information financière résumée ci-après ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB et n'ont pas été audités.

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 31 mars 2025					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	354	1 626	(80)	1 900
Charges d'exploitation	(7)	-	(223)	(958)	80	(1 108)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(7)	(20)	-	(27)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(4)	(170)	-	(174)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(10)	(15)	-	(25)
Autres pertes d'exploitation, montant net	-	-	-	(3)	-	(3)
(Perte) bénéfice d'exploitation	(7)	-	110	460	-	563
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charge) produit d'intérêts, montant net	(27)	(3)	1	(1)	-	(30)
Autres charges financières	(41)	-	-	(1)	32	(10)
(Charge) produit d'intérêts intragroupe, montant net	(56)	3	(14)	67	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(131)	-	97	525	32	523
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(6)	-	(6)
Quote-part du bénéfice après impôt des filiales	545	-	9	73	(627)	-
Produit (charge) d'impôt	20	(8)	(24)	(80)	-	(92)
Bénéfice (perte) lié aux activités poursuivies	434	(8)	82	512	(595)	425
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	9	-	9
Bénéfice (perte) net	434	(8)	82	521	(595)	434
Bénéfice (perte) attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	434	(8)	82	521	(595)	434
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET

	Trimestre clos le 31 mars 2024					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
ACTIVITÉS POURSUIVIES						
Produits des activités ordinaires	-	-	559	1 502	(176)	1 885
Charges d'exploitation	(5)	-	(415)	(837)	176	(1 081)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	-	-	(9)	(19)	-	(28)
Dotation aux amortissements des logiciels	-	-	(4)	(149)	-	(153)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	-	-	(10)	(15)	-	(25)
Autres pertes d'exploitation, montant net	-	-	(5)	(36)	-	(41)
Bénéfice (perte) d'exploitation	(5)	-	116	446	-	557
(Charges) produits financiers, montant net :						
(Charges) produits d'intérêts, montant net	(38)	-	1	(3)	-	(40)
Autres (charges) produits financiers	(20)	-	1	41	-	22
Produit (charge) d'intérêts intragroupe, montant net	30	-	(15)	(15)	-	-
(Perte) bénéfice avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(33)	-	103	469	-	539
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	(8)	-	(8)
Quote-part du bénéfice (de la perte) après impôt des filiales	511	-	(1)	79	(589)	-
Charge d'impôt	-	-	(24)	(43)	-	(67)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	478	-	78	497	(589)	464
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	-	-	-	14	-	14
Bénéfice net	478	-	78	511	(589)	478
Bénéfice (perte) attribuable aux :						
Actionnaires ordinaires	478	-	78	514	(589)	481
Participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	(3)	-	(3)

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	31 mars 2025					
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	-	279	1 080	-	1 371
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	208	847	-	1 055
Créances d'exploitation intragroupe	1 168	3	542	1 996	(3 709)	-
Autres actifs financiers	-	-	21	14	-	35
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	166	262	-	428
Actifs courants	1 180	3	1 216	4 199	(3 709)	2 889
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	153	222	-	375
Logiciels, montant net	-	-	73	1 568	-	1 641
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	974	2 177	-	3 151
Goodwill	-	-	3 933	3 786	-	7 719
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	269	-	269
Autres actifs financiers	85	-	47	320	-	452
Autres actifs non courants	-	-	89	526	-	615
Créances d'exploitation intragroupe	-	1 702	2	778	(2 482)	-
Placements dans des filiales	13 504	-	472	4 362	(18 338)	-
Actifs d'impôt différé	263	-	-	1 104	-	1 367
Total de l'actif	15 032	1 705	6 959	19 311	(24 529)	18 478
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	973	-	-	-	-	973
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	63	6	258	551	-	878
Passif d'impôt exigible	-	-	-	177	-	177
Produits différés	-	-	268	748	-	1 016
Dettes d'exploitation intragroupe	1 495	4	490	1 720	(3 709)	-
Autres passifs financiers	25	-	10	80	-	115
Passifs courants	2 556	10	1 026	3 276	(3 709)	3 159
Dette à long terme	177	1 695	-	-	(32)	1 840
Provisions et autres passifs non courants	3	-	4	658	-	665
Autres passifs financiers	-	-	79	136	-	215
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	1 704	(2 482)	-
Passifs d'impôt différé	-	8	238	57	-	303
Total du passif	2 736	1 713	2 125	5 831	(6 223)	6 182
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	12 296	(8)	4 834	13 480	(18 306)	12 296
Total du passif et des capitaux propres	15 032	1 705	6 959	19 311	(24 529)	18 478

ÉTAT DE CONSOLIDATION RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

31 décembre 2024						
(en millions de dollars américains)	Société mère	Filiale émettrice	Filiales garantes	Filiales non garantes	Éliminations	Données consolidées
Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	-	230	1 724	-	1 968
Créances clients et autres créances d'exploitation	-	-	257	830	-	1 087
Créances d'exploitation intragroupe	1 032	-	505	1 674	(3 211)	-
Autres actifs financiers	-	-	23	12	-	35
Charges payées d'avance et autres actifs courants	-	-	170	230	-	400
Actifs courants	1 046	-	1 185	4 470	(3 211)	3 490
Immobilisations corporelles, montant net	-	-	158	228	-	386
Logiciels, montant net	-	-	34	1 419	-	1 453
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net	-	-	981	2 153	-	3 134
Goodwill	-	-	3 727	3 535	-	7 262
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-	-	269	-	269
Autres actifs financiers	82	-	46	314	-	442
Autres actifs non courants	-	-	105	520	-	625
Créances d'exploitation intragroupe	160	-	2	778	(940)	-
Placements dans des filiales	14 584	-	465	4 041	(19 090)	-
Actifs d'impôt différé	243	-	-	1 133	-	1 376
Total de l'actif	16 115	-	6 703	18 860	(23 241)	18 437
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES						
Passif						
Dette courante	973	-	-	-	-	973
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	52	-	276	763	-	1 091
Passif d'impôt exigible	-	-	-	197	-	197
Produits différés	-	-	350	712	-	1 062
Dettes d'exploitation intragroupe	1 214	-	461	1 536	(3 211)	-
Autres passifs financiers	20	-	11	82	-	113
Passifs courants	2 259	-	1 098	3 290	(3 211)	3 436
Dette à long terme	1 847	-	-	-	-	1 847
Provisions et autres passifs non courants	3	-	4	668	-	675
Autres passifs financiers	-	-	80	152	-	232
Dettes d'exploitation intragroupe	-	-	778	162	(940)	-
Passifs d'impôt différé	-	-	237	4	-	241
Total du passif	4 109	-	2 197	4 276	(4 151)	6 431
Capitaux propres						
Total des capitaux propres	12 006	-	4 506	14 584	(19 090)	12 006
Total du passif et des capitaux propres	16 115	-	6 703	18 860	(23 241)	18 437